

Déclaration des délégué.e.s de la majorité à l'issue du deuxième congrès du NPA

lundi 4 février 2013, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 3 février 2013).

Le deuxième congrès du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) s'est réuni du 1^{er} au 3 février 2013. Quatre plate-formes étaient représentées, la plate-forme X étant majoritaire à 51%. Nous publions ci-dessous la déclaration des délégué.e.s de cette plate-forme à l'issue du congrès.

Le congrès du NPA condamne l'intervention militaire française au Mali. Pour justifier sa guerre, François Hollande reprend le discours de Bush qui servit à justifier les guerres d'Irak et d'Afghanistan : la guerre contre le terrorisme.

Le véritable enjeu de cette guerre n'est pas la lutte contre le terrorisme ou les pratiques inhumaines des groupes islamistes. Elle ne vise pas à servir la liberté comme le prétend le gouvernement mais les intérêts géostratégiques et économiques des multinationales.

La crise malienne trouve ses racines dans le désastre économique et social engendré par le libéralisme, imposé par les puissances impérialistes et les régimes dictatoriaux locaux garants de leurs intérêts.

Le peuple malien, qu'il soit au nord ou au sud, a besoin de justice sociale et écologique, de dignité et de prospérité et non pas de bombes et de servitude. C'est au peuple malien de chasser les bandes islamistes armées qui veulent imposer leurs lois. C'est au peuple malien de décider librement de son devenir.

Cette nouvelle guerre conduite avec le soutien des grandes puissances occidentales s'inscrit dans l'offensive globale de ces dernières sous l'égide des Etats-Unis et dans le cadre de l'Otan.

Faut-il rappeler que le retrait des troupes françaises d'Afghanistan n'est que partiel et que cette sale guerre continue à ravager un pays déjà considérablement meurtri et à déstabiliser la région, en particulier le Pakistan.

Cette offensive accompagne l'offensive menée par les classes dominantes et leurs Etats contre les travailleurs en invoquant la lutte contre les déficits et la dette ou la compétitivité alors qu'il s'agit d'accentuer la rentabilité financière de l'économie, de maintenir les profits au détriment de toute la population.

Le gouvernement Hollande-Ayrault s'est fait, avec complaisance et servilité, le maître d'œuvre de cette politique d'austérité.

Après avoir fait adopter le traité européen qui impose la règle d'or de l'austérité, il a ensuite accordé

un cadeau de 20 milliards aux grands patrons puis s'apprête à faire ratifier, en ce début 2013, par l'Assemblée nationale, l'accord compétitivité initié par le MEDEF, un recul historique qui remet en cause le contrat à durée indéterminée, le fondement même du code du travail. Il poursuit les politiques sécuritaires, les expulsions des sans-papiers et s'illustre dans son acharnement à imposer des grands projets inutiles et destructeurs comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou l'EPR.

Dans le même temps, il est impuissant à juguler la hausse du chômage et de la précarité.

Sa politique crée les conditions d'une grave récession dont les travailleurs et toute la population paieront le prix pour que vivent les profits.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique absurde, à cette régression sociale.

La droite extrême et l'extrême-droite attendent en embuscade, utilisent toutes les occasions pour mobiliser leurs troupes. Elles comptent se servir du discrédit de la gauche libérale pour revenir au gouvernement et dévoyer le mécontentement pour tenter d'étouffer toute révolte.

La crise et ses conséquences comme les politiques des classes dominantes et des États qui l'aggravent sont la conséquence de la lutte pour l'appropriation des richesses, la lutte pour la rentabilité financière et le profit. Elle est l'expression et la conséquence d'une dégradation du rapport de force.

Le congrès du NPA s'adresse à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires.

Il y a urgence à nous rassembler pour agir et imposer les droits du monde du travail, préparer l'affrontement avec le patronat et le pouvoir pour inverser le cours des choses, changer le rapport de force.

Il y a urgence à construire une opposition de gauche à ce gouvernement qui donne aux luttes et aux mobilisations une perspective d'ensemble, capable d'unifier toutes celles/ceux qui résistent face au gouvernement et au patronat, à la droite et l'extrême-droite. Cette opposition devra poser la question de l'alternative politique pour sortir de la crise en rompant avec le capitalisme, de la nécessité d'un gouvernement anti-austérité, un gouvernement des travailleurs, des classes populaires, s'appuyant sur leurs mobilisations, leurs organisations. Un tel gouvernement défendrait l'emploi, en interdisant les licenciements, en partageant le travail entre toutes et tous ; il annulerait la dette, et constituerait un monopole public bancaire en expropriant les banques : il porterait une alternative globale sociale et écologique au capitalisme. Il s'adresserait, par-delà les frontières, aux travailleurs et aux peuples d'Europe pour construire des États-Unis socialistes d'Europe.

Sans faire dépendre l'unité pour les mobilisations d'un accord sur cette alternative politique, nous souhaitons en débattre publiquement car nous savons qu'il ne peut y avoir de garantie des droits des travailleurs et de la population ni d'issue à la crise sans une réponse politique en rupture avec le capitalisme.

Une telle opposition ne prendra vie et force qu'avec l'implication active de toutes celles et tous ceux qui refusent de se céder devant l'offensive du gouvernement et du patronat, de se plier à l'hypocrisie du prétendu dialogue social.

Nous voulons en débattre dans nos syndicats et associations, entre militants et avec les partis politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement.

Nous appelons l'ensemble des militantEs du NPA à s'emparer de ce débat ainsi qu'à se mobiliser

pour œuvrer à la convergence des luttes.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui ont cru dans le projet du NPA à se mobiliser pour le porter, le faire vivre et lui redonner sa dynamique.

Le NPA sera ce que nous en ferons toutes et tous ensemble.

Il y a une place pour chacune et chacun dans cette bataille.

Ce congrès a été un moment de débat. Et de rassemblement. Nous voudrions qu'il tourne la page d'une période difficile pour le NPA.

Il appartient maintenant à l'ensemble des camarades de s'emparer de leur parti, de se réapproprier notre projet. En continuant les débats engagés durant ce congrès, tant sur notre orientation que sur la démocratie et notre fonctionnement, ensemble nous avons à redéployer notre parti pour défendre une perspective féministe, antiraciste, antifasciste, écologiste et internationaliste. C'est à la lumière des expériences à venir que nous pourrons en dégager les enseignements, élaborer et discuter de notre politique en lien avec les réalités militantes.

D'ici un an, nous tiendrons une réunion nationale des comités pour faire le point du travail engagé.

Face à une situation inédite où l'on voit, ici, se combiner la présence de la gauche libérale au gouvernement avec une accentuation de la crise de leur Europe, nous voulons être les militantEs les plus conséquents contre les politiques d'austérité. C'est bien de cela dont ont besoin les travailleurs et la jeunesse, un parti indépendant des institutions qui ne craigne pas de remettre en cause la propriété privée capitaliste pour engager une transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.

Le 3/02/2013
